

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre Cedex

Le Havre, le 14/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DE RIJKE NORMANDIE

LES HERBAGES

ZI DU PORT JEROME LOT INDU

76170 Lillebonne

Références : -

Code AIOT : 0005800649

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2024 dans l'établissement DE RIJKE NORMANDIE implanté LES HERBAGES ZI DU PORT JEROME LOT INDU 76170 Lillebonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour but de vérifier le respect de la dernière échéance de l'arrêté du 18/07/2024 mettant en demeure la société De Rijke Normandie de mettre en place des dispositifs de confinement et de récupération des granulés de plastiques industriels (GPI) sur l'ensemble des points de rejet d'eaux pluviales du site reliés à des zones où sont présents des GPI.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DE RIJKE NORMANDIE
- LES HERBAGES ZI DU PORT JEROME LOT INDU 76170 Lillebonne
- Code AIOT : 0005800649
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DE RIJKE NORMANDIE exploite des stockages de matières combustibles diverses en entrepôts couverts, en silos et en extérieur.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositifs prévenant la dissémination de GPI dans l'environnement	Code de l'environnement du 01/01/2023, article D.541-361	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Vérification et nettoyage des dispositifs filtrants	Code de l'environnement du 01/01/2023, article D.541-362	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Propreté et nettoyage des installations et de leurs abords	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est dorénavant doté de matériel de nettoyage des voiries efficace. Comme lors de la précédente visite, les zones visitées étaient donc propres.

Les travaux pour la mise en place des dispositifs de filtration sur l'ensemble des points de rejet d'eaux pluviales reliés aux zones où des GPI sont présents étaient en cours lors de la visite et doivent s'achever **au plus tard fin février 2025**. L'inspection ne propose pas de sanctions

administratives à ce stade compte tenu des éléments suivants :

- l'exploitant a justifié le retard pris dans la mise en place des filtres ;
 - l'inspection a constaté que les travaux de mise en conformité sont en cours ;
 - l'inspection n'a constaté la présence d'aucun GPI ni dans les regards terminaux des réseaux d'eaux pluviales, ni au niveau des points de rejet au fossé de la zone industrielle inspectés par sondage.
- Une nouvelle visite sera réalisée début mars 2025 pour vérifier que tous les dispositifs ont bien été mis en place et que l'ensemble de la poudre de GPI, pour laquelle les dispositifs filtrants, prévus pour des billes, ne sont pas adaptés, a été évacuée du site. En cas de nouveau retard, des sanctions administratives seront proposées.**
- L'exploitant transmettra également sous le même délai un document listant et cartographiant l'ensemble des dispositifs de filtration du site, avec leurs dates de vérification/nettoyage/remplacement éventuel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Propreté et nettoyage des installations et de leurs abords

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.4
Thème(s) : Risques chroniques, GPI
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : Comme lors de la visite précédente du 29/09/2024, l'ensemble des zones à risque de déversement de GPI visitées par sondage étaient propres. L'exploitant a présenté son matériel de nettoyage des voiries et a fourni le 07/01/2025 une photographie attestant de la livraison d'une nouvelle balayeuse avec aspiration pour nettoyer les zones difficiles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositifs prévenant la dissémination de GPI dans l'environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2023, article D.541-361
Thème(s) : Risques chroniques, GPI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 24/10/2024

Prescription contrôlée :

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement.

Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement.

Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Constats :

L'exploitant a réétudié en détails le fonctionnement de ses réseaux d'eaux pluviales, ce qui lui a permis de déterminer que, parmi l'ensemble des points de rejet au milieu naturel, sept sont raccordés à des zones de ruissellement pouvant accueillir des granulés de plastiques industriels (GPI) :

Numéro du point de rejet	Localisation du point de rejet	Zones de ruissellement reliées au point de rejet
1	Coin nord-ouest du site	Voirie au nord du bâtiment 2 Zone de stockage extérieure derrière le bâtiment 2 Une partie de la zone des silos
2	Ouest des silos	Une partie de la zone des silos
3	Coin sud-ouest du site	Voirie au sud du bâtiment 1 Zone de stockage extérieure derrière le bâtiment 1 Une partie de la zone des silos
4	Ouest du site, face à la cellule 7	Voirie devant le bâtiment 1

5	Sud du site, juste à l'ouest du bassin de tamponnement sud	Eaux du bassin sud, provenant de la zone de stockage extérieure devant le bâtiment 3
6	Sud du site, juste à l'est du bassin de tamponnement sud	Eaux du bassin nord, provenant de la zone de stockage extérieure de conteneurs (nord du bâtiment 3)
7	Ouest du site, au niveau du pont bascule, près des bureaux	Zone du pont bascule

L'ensemble des points de rejet, à l'exception du n°7, sont dotés d'un séparateur d'hydrocarbures qui, selon l'exploitant, doit capter tous les éléments flottants dont les GPI. L'efficacité de ces séparateurs a toutefois été remise en cause lors de la visite du 12/09/2023, où des GPI ont été observés au niveau d'un point de rejet en aval d'un séparateur d'hydrocarbures.

C'est pourquoi, lors de la visite du 17/12/2024 objet du présent rapport, l'exploitant était en cours de mise en place de dispositifs de filtration spécifiques aux GPI directement dans les réseaux, en amont des sept points de rejet identifiés ci-dessus. Le jour de la visite, l'inspection a pu constater que des grillages filtrants métalliques verticaux ont été mis en place dans des regards situés légèrement en amont des points de rejet 1 et 4. Le maillage des grillages semblait adapté à la filtration des GPI sous forme de billes.

En revanche, les autres points de rejet n'étaient pas encore équipés lors de la visite. L'exploitant a déclaré que le retard était dû à la complexité des réseaux d'effluents du site et au fait que plusieurs points de rejet sont quasiment toujours en eau en période automnale et hivernale car situés quasiment au même niveau que le fossé de la zone industrielle auquel ils sont reliés, ce qui rend la programmation des travaux difficile. L'inspection a effectivement constaté que certains regards situés avant des points de rejet non encore équipés étaient en eau lors de la visite. Le point de rejet n°2 nécessite par ailleurs des travaux d'affouillement du sol pour accéder à la portion du réseau qui sera équipée d'un filtre. L'exploitant a indiqué que l'ensemble des dispositifs de filtration seront mis en place d'ici **fin février 2025**.

L'inspection ne propose pas de sanctions administratives à ce stade compte tenu des éléments suivants :

- l'exploitant a justifié le retard pris dans la mise en place des filtres ;
- l'inspection a constaté que les travaux de mise en conformité sont en cours ;
- l'inspection n'a constaté la présence d'aucun GPI ni dans les regards terminaux des réseaux d'eaux pluviales, ni au niveau des points de rejet au fossé de la zone industrielle inspectés par sondage.

Une nouvelle visite sera réalisée début mars 2025 pour vérifier que l'ensemble des dispositifs ont été mis en place. En cas de nouveau retard, des sanctions administratives seront proposées.

Par ailleurs, les dispositifs de filtration mis en place et prévus sont adaptés aux GPI sous forme de billes mais pas à ceux sous forme de poudre, pour lesquels la maille nécessaire serait tellement fine que le filtre serait régulièrement bouché. L'exploitant a déclaré qu'il n'accepte plus aucune arrivée de poudre de GPI sur le site depuis plusieurs semaines, mais que certains conteneurs contiennent encore de la poudre. L'exploitant a indiqué que l'ensemble de la poudre sera évacuée du site au plus tard à la mi-février 2025. **L'absence de poudre, permettant de garantir que les filtres en place sont adaptés aux GPI présents sur le site, sera vérifiée lors de la prochaine inspection. En cas de présence de poudre, des sanctions administratives seront proposées.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant poursuivra la mise en place des dispositifs de filtration sur l'ensemble des sept points de rejet listés ci-avant et transmettra au fil de l'eau à l'inspection des installations classées des justificatifs de leur mise en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Vérification et nettoyage des dispositifs filtrants

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2023, article D.541-362

Thème(s) : Risques chroniques, GPI

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.

Ces procédures visent à :

[...]

e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;

[...]

Constats :

Lors de la visite, tous les dispositifs de filtration positionnés au niveau des avaloirs du réseau d'eaux pluviales inspectés par sondage étaient en bon état. L'exploitant n'a toutefois pas présenté de procédure ou de documents listant l'ensemble des dispositifs vérifiés et leur date de vérification, de nettoyage ou de remplacement éventuel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra un document listant l'ensemble des dispositifs de confinement et de récupération des GPI en place avec leur localisation sur un plan et un emplacement dédié pour indiquer les futures dates des vérifications, nettoyages et remplacements éventuels, en intégrant à la fois les dispositifs déjà en place sur les avaloirs mais aussi ceux récemment ou prochainement mis en place au niveau des points de rejet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois